



BON VENT !

BERLIN GÈLE L'EUROPE

Pour Emmanuel Macron, le mois de décembre sera déjà le moment du bilan. Du moins de celui des espoirs placés dans le progrès d'une Union européenne et d'une zone euro (un peu) plus fédéraliste. Le président attendait des réponses lors des réunions des institutions européennes de fin d'année, jusqu'au sommet du 14 décembre. Las. Les grandes convictions affichées lors du discours de la Sorbonne se heurtent aux froides réalités politiques des partenaires, en particulier de l'Allemagne.

Le budget de la zone euro, cheval de bataille d'Emmanuel Macron et de Bruno Le Maire, n'a toujours pas convaincu de son utilité Olaf Scholz, ministre social-démocrate des Finances. Les Allemands, comme les Néerlandais, ne veulent pas d'une « Union de transferts ». L'Allemagne a donc posé des verrous, ou plutôt des menottes au « budget » qui sera inclus dans le budget de l'Union européenne. Quand on sait que ce dernier plafonne à moins de 1 % du PIB de l'UE, on se rend compte que la montagne va accoucher d'un vermisseau. Pour accéder à ce microbudget, les pays membres devront avoir fait preuve d'une saine gestion, à la mode ber-

linoise, c'est-à-dire tendre vers le déficit zéro. Autant dire ceinture pour l'Italie ! Pis, en cas de crise, les pays déstabilisés pourront faire appel à la « solidarité » des partenaires, mais en passant par le mécanisme européen de stabilité (MES) dans lequel l'Allemagne (ainsi que la France) dispose d'un droit de veto, et qui est présidé par l'Allemand Klaus Regling... Le ministre allemand de l'Économie, Peter Altmaier, pilier de la CDU, a posé le pied sur le frein en ce qui concerne l'imposition des GAFAs (Google, Amazon, Facebook...), autre idée française. Berlin craint qu'en rétorsion le président Trump ne surtaxe les belles berlines exportées vers les États-Unis. A ce rythme, l'Allemagne, embourbée dans la crise de la coalition CDU-SPD, aura réussi à faire perdre son temps à l'ensemble des institutions. Celles-ci n'ont pourtant pas une seconde à perdre : les élections au Parlement européen auront lieu le 26 mai, et le commissaire Pierre Moscovici prédit « l'affrontement des proeuropéens et des antieuropéens ». Avec si peu de résultats concrets, faire campagne en mai prochain sur le thème de « l'Europe qui protège » ou de la « souveraineté européenne », ça va être sportif ! ■ **HERVÉ NATHAN**

ALERTE

La laïcité à l'abattoir

Pourquoi les élites de notre pays – politiques, intellectuelles, médiatiques – ont-elles entretenu depuis trente ans le déni de l'islamisme ? Le journaliste Yves Mamou faisait partie des lanceurs d'alerte, bien avant les attentats de 2015. Aujourd'hui, le voile de peur et d'arrogance qui étouffait tous les avertissements commence à peine à se déchirer. Pour comprendre ce qu'il recouvrait, il faut lire la nouvelle enquête de notre confrère intitulée *Le Grand Abandon* (L'Artilleur). D'un antiracisme dévoyé, pour lequel décrire la réalité ne peut relever que de la « fachosphère », à la déferlante antisémite, niée comme dans le meurtre de Sarah Halimi, Yves Mamou passe en revue les facteurs qui ont contribué à détricoter l'unité du pays. A l'heure où Emmanuel Macron parle de réviser la loi de 1905, l'auteur consacre un chapitre édifiant à « l'Observatoire de la laïcité », placé sous la tutelle du Premier ministre, et qu'il qualifie d'« Abattoir de la laïcité ». Cruel mais pertinent. ■ **MARTINE GOZLAN**
Le Grand Abandon. Les élites françaises et l'islamisme, d'Yves Mamou, L'Artilleur, 576 p., 22 €.

LENCE, ON GAZE

UNE ATTAQUE CHIMIQUE BIEN VITE OUBLIÉE

Alep, la grande métropole du Nord syrien, on a revu des femmes et des enfants le visage recouvert des masques à oxygène, comme dans toute attaque au gaz toxique. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui a relevé « une forte teneur de chlore », il y aurait 94 cas de contamination. Un photographe de l'AFP d'Alep a vu arriver dans un hôpital des dizaines de civils ayant du mal à respirer. Cette fois, personne, ou presque,

n'en a parlé. Les capitales occidentales sont restées sans voix et les médias ont à peine évoqué l'événement. Il est vrai que, contrairement aux drames précédents, ce n'est pas le régime de Damas qui est mis en cause, mais le camp des « rebelles », autrement dit des gens sans peur et sans reproche, bien qu'ils soient sous la coupe de groupes djihadistes. En l'occurrence, l'attaque aurait été lancée par le groupe Hayat Tahrir al-Cham, émanation de

l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, qui contrôle l'essentiel de la zone dite « démilitarisée » proche d'Alep. Certes, on est loin des bombardements à l'arme chimique du régime Assad, au plus fort de la guerre civile. Mais cela confirme qu'en Syrie personne n'a le monopole de l'horreur. Derrière l'étiquette sympathique de « rebelles » se cachent parfois de vrais terroristes qu'il serait temps de considérer comme tels. ■ **JACK DION**